

L'UEL balise le débat

Les patrons présentent les points qu'ils souhaitent voir discutés lors du débat compétitivité

C'est ce 16 mai que se tiendra, à la Chambre des députés, le débat sur la compétitivité nationale. L'UEL veut des réformes dès 2013. De façon rapide et ambitieuse.

Michel Wurth, président de l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises), le répète à l'envi: «*La situation économique luxembourgeoise est des plus inquiétantes.*»

Le diagnostic est connu: une croissance qui stagne depuis 2008; un marché du travail qui, s'il crée des emplois, reste incapable d'enrayer la montée du chômage; une compétitivité-coûts qui n'arrête pas de se dégrader, notamment à cause d'une inflation structurellement supérieure à celle de nos principaux partenaires commer-

ciaux et d'une évolution défavorable du coût salarial unitaire; un déficit structurel de l'administration centrale qui compromet l'assainissement des finances publiques ainsi que, dernier point, une image de l'économie – et par contrecoup son attractivité – qui se détériore à l'étranger.

«*Dans ce contexte, un plan de réformes rigoureux à annoncer en 2013 et à mettre en œuvre immédiatement est nécessaire*», plaide l'UEL. «*Cette situation alarmante appelle à des réformes structurelles urgentes et courageuses, d'autant plus que certains secteurs phares – Place financière, industrie, et construction plus récemment – sont confrontés à des modifications de taille mettant en péril des pans entiers d'activités.*»

Et de rajouter: «*Le pays ne peut pas se permettre un scénario de cinq années supplémentaires de stagnation économique et de déficits budgétaires.*»

Pour l'UEL, tout bon plan de réformes devrait avoir pour objec-

tif «*de rétablir les conditions de croissance, de renverser la tendance sur le marché de l'emploi, de rétablir l'équilibre des finances publiques, de viser un taux d'inflation inférieur à celui de nos voisins, d'assurer l'équilibre du régime des pensions, de fixer des objectifs de résultat en matière d'éducation et de formation, d'intégrer les étrangers résidents au processus démocratique et, dernier point, d'éviter une bulle immobilière qui pourrait résulter à la fois d'une absence de croissance et d'une fiscalité inappropriée*».

«Place au concret»

Concrètement, l'UEL souhaite que l'on lance une réforme de l'Etat dans le sens d'une adaptation aux grandes fonctions de l'Etat et d'un décloisonnement administratif, ce qui irait de pair avec l'accélération de la simplification administrative.

L'UEL souhaite aussi que l'on réfléchisse à la réduction des coûts de l'Etat – actuellement 34.000 euros par habitants contre 14.000

en moyenne dans l'UE ainsi qu'en Allemagne.

L'UEL veut également rétablir la compétitivité de l'économie.

Ce qui passerait par une politique de réduction de l'inflation, par une désindexation générale de l'économie – comprendre l'interdiction de toute clause indiciaire dans les contrats (loyers, contrats de prestations, salaires, etc.) – et à l'encadrement des salaires dans la fonction publique en fonction des résultats de l'économie.

En matière d'équilibre budgétaire, Michel Wurth veut un retour à l'équilibre dans les trois ans en se concentrant sur la réduction des dépenses et non sur l'augmentation des recettes.

Histoire de ne pas décourager les investisseurs étrangers.

Concernant la situation de l'emploi, l'UEL incite le gouvernement à changer de paradigme «*en aidant l'emploi plutôt qu'en finançant le chômage*».

Il demande également que l'on améliore la formation des jeunes

en encourageant et en généralisant l'apprentissage.

Dernier point, il préconise plus de flexibilité dans le droit du travail.

Concernant la «*vraie*» réforme des pensions, l'UEL souhaite que l'on ne sacrifie pas la compétitivité de l'économie et que l'on promeuve véritablement les deuxième et troisième piliers.

Bref, beaucoup de grain à moudre ce 16 mai, mais aussi lors de prochaines éventuelles tripartites que l'UEL juge nécessaires pour se préparer à la transformation en cours du tissu économique. «*Des tripartites qu'il faudra préparer efficacement*», notamment en réfléchissant à des questions sociétales comme la qualité de vie ou la modernisation de la démocratie.

Certes. Pas sûr cependant que des prises de position trop tranchées et publiques, de nature à braquer tous les intervenants, tenues par chaque camp facilitent vraiment des discussions sereines.

MARC FASSONE